



## COMMUNIQUE DE RESISTANCE SOCIALE

### **BANALISATION DU LIVRET A : LE RIDEAU DE FUMEE DE M CAMDESSUS**

**Dans un volumineux rapport M Camdessus, ancien directeur du FMI, ancien membre de la Commission Pébereau tente de masquer :**

- **La reculade de la France devant la Commission de Bruxelles**
- **Le sacrifice par M Sarkozy du logement social, du rôle social de la Banque Postale, la menace sur les missions, au nom de l'Etat, de la Caisse des Dépôts et Consignations**

### **Les faits :**

- Octobre 2006 : répondant à une enquête de la Commission européenne sur le monopole du livret A, M Jean Louis Borloo avait déclaré: « arrêtez de regarder ce dossier, comme des gens très bien élevés, comme un problème bancaire mais comme le financement du logement social. Et fichez nous la paix sur le financement du logement social". M Borloo s'appuyait sur le fait que le logement social est exclu du champ de la concurrence
- Mai 2007 : dès l'élection de M Nicolas Sarkozy, la Commission européenne lance un ultimatum à la France en lui donnant neuf mois pour banaliser la distribution du livret A. Et ce au nom de l'achèvement du marché intérieur, de la concurrence libre et non faussée,
- 23 juillet : la France dépose un recours devant la Cour de justice européenne de Luxembourg pour contester la demande de la Commission européenne d'étendre à toutes les banques la distribution du Livret A.  
On pourrait penser que le soi disant « mini « Traité, qui selon M Sarkozy n'aurait plus la concurrence libre et non faussée comme objectif, aiderait à faire valoir le recours de la France. Apparemment pas.
- Décembre 2007 : M Sarkozy fait volte face et se déclare favorable à la banalisation du livret A.

### **Les conséquences de l'abandon du monopole :**

- Le financement du logement social, pourtant dramatiquement insuffisant, est menacé
- L'abandon du monopole, la concurrence, auront pour conséquence inéluctable la remise en cause du rôle social de la banque Postale envers les plus démunis
- Des bureaux de Poste seront fermés
- Les missions de la CDC « anti concurrentielles » seront remises en cause
- D'ores et déjà, Mme Lagarde envisage de revoir les règles pour réduire l'augmentation du taux de rémunération du Livret A

**RESISTANCE SOCIALE DEMANDE LE MAINTIEN DU MONOPOLE DU LIVRET A**